

Unité départementale de l'Eure  
12 rue de Melleville  
27930 Angerville la Campagne

Angerville la Campagne, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CEMEX GRANULATS (Les Vallots + IT)**

Route Départementale n°316  
Lieu-dit Les Vallots  
27700 BOUAFLES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement CEMEX GRANULATS (Les Vallots + IT) implanté Route Départementale n°316 Lieu-dit Les Vallots 27700 BOUAFLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 25 février 2022 s'inscrit dans le cadre d'une action nationale dédiée au contrôle de la gestion des déchets de l'industrie extractive.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMEX GRANULATS (Les Vallots + IT)
- Route Départementale n°316 Lieu-dit Les Vallots 27700 BOUAFLES
- Code AIOT dans GUN : 0005800528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est une carrière qui extrait, sous eau, des sables et gravillons alluvionnaires provenant des formations alluviales anciennes du méandre de Courcelles-Bouafles constituées en terrasses. Actuellement l'extraction concerne une reprise de graves en fond de plan d'eau telle qu'autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs ont examiné le plan de gestion des déchets (PGD), conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, et en particulier son article 16 bis. Deux non-conformités mineures ont été relevées et nécessiteront une mise à jour du PGD sur la description des modalités de remise en état des zones de stockage des déchets d'extraction ainsi que des éléments justificatifs de l'évaluation des risques formalisant l'absence de risque de perte d'intégrité de ces zones.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<b>Prescription contrôlée :</b> On entend par zone de stockage, lorsque les déchets d'extraction sont inertes, un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Deux stocks de matériaux de découverte (stériles et terres végétales) sont respectivement situés au Sud du site (14512 m <sup>3</sup> ) et au Nord, en bordure de lac (3556 m <sup>3</sup> ), chacun sur une hauteur de 1,5 m à 3 m. Ils sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 22/09/1994 relatives aux zones de stockage de déchets d'extraction. Ces matériaux ne nécessitent pas de caractérisation au regard de la circulaire du 22 août 2011.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que, compte tenu de la faible hauteur des merlons et de la cohérence des matériaux stockés, il considère qu'il n'existe pas de risque de perte d'intégrité des stockages mais n'a pas présenté l'évaluation des risques permettant de justifier l'absence de risque de perte de stabilité de ces stockages.  L'exploitant doit justifier l'absence de risque de perte de stabilité des stockages de déchets d'extraction, conformément à la méthode décrite à l'annexe VII de l'arrêté du 19 avril 2010 tel que requis par l'article 11.5 de l'arrêté du 22/09/94. Cette justification, s'appuyant sur l'étude de danger, doit rester proportionnée aux enjeux et intégrer les facteurs prévus dans cette annexe (taille et caractéristiques de l'installation, topographie du site, l'angle d'inclinaison de la pente du stockage, la capacité d'accumulation des eaux à l'intérieur du stockage ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b> Les stocks de stériles et de terre végétale ont été végétalisés et compactés, et la distance avec la limite physique du site est telle qu'en cas de glissement, les matériaux n'atteindraient pas les chemins longeant les limites de propriétés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b> Les stocks de terre végétales ne sont plus alimentés avec de nouveaux apports. Ils seront utilisés dans le cadre de la remise en état. Le Plan de Gestion des Déchets indique les quantités de terres stockées, qui ne sont plus vouées à changer jusqu'à ce qu'elles soient mobilisées pour la remise en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan topographique du site (1/2500), daté du 20/10/2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> Le Plan de Gestion des Déchets comprend les quantités totales de déchets d'extraction stockés. Celles-ci ne sont plus vouées à changer jusqu'à mobilisation des derniers stocks pour la remise en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> Le PGD mentionne le lieu d'implantation des installations de gestion de déchets (stockages).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
<b>Constats :</b> Le PGD mentionne la provenance des terres et le processus de découverte et d'acheminement de ces terres vers les zones de stockage.  Le Plan de Gestion des Déchets indique que les terres végétales et déchets d'extraction seront valorisés dans le cadre de la remise en état du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
<b>Constats :</b> Les impacts potentiels des zones de stockage sur l'environnement et la santé humaine sont détaillés en page 8 du Plan de Gestion des Déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
<b>Constats :</b> L'exploitant indique dans son Plan de Gestion des Déchets que les procédures de contrôle et de surveillance sont celles réalisées dans le cadre de la surveillance environnementale globale du site. L'exploitant a précisé qu'une surveillance des poussières en périphérie du site était réalisée pour l'ensemble de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> Le Plan de Gestion des Déchets expose les modalités de remise en état du site mais ne précise pas celles des zones de stockage.  L'exploitant indiquera, dans son PGD, les modalités de remise en état des zones de stockages de déchets d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Biodiversité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, exclos de protection des pieds de Cynoglosse officinale
<b>Prescription contrôlée :</b> En raison d'un enjeu fort sur cette espèce végétale, la station de Cynoglosse officinale sera mise en exclos dès la mise en service de l'exploitation. Une barrière physique visible protégera ainsi l'espèce de manière à s'assurer de sa pérennité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis au service ressources naturelles de la DREAL Normandie, le 10 juillet 2019, une vue aérienne localisant les pieds de cynoglosse ainsi que des photographies montrant qu'une rubalise délimite une zone alentour. Au cours de l'inspection, l'exploitant a confirmé qu'aucune autre disposition n'avait été mise en place depuis. Les inspecteurs n'ont pas observé de rubalise au niveau des stations, situées en bordure de la piste menant au merlon de stériles en L au sud du site. Cette installation ne constitue pas un exclos pérenne.  L'exploitant doit réaliser un exclos pérenne autour des deux stations de cynoglosses identifiées en 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet